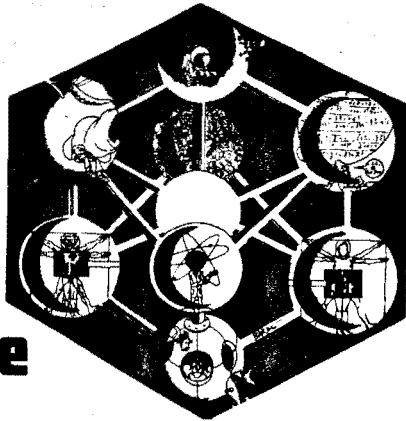


Bulletin de la Recherche Scientifique



BULLETIN MENSUEL,
édité par le
**Syndicat National des travailleurs
de la Recherche Scientifique-CGT-**

10, RUE DE SOLFERINO - 75341 PARIS CEDEX 07



N°178 - MARS 1977

pour que vive la recherche... de nouvelles raisons de lutter

La vie nationale est dominée par un fait politique d'une importance incontestée : - la Gauche unie est désormais majoritaire dans le pays.

Il serait difficile pour une organisation syndicale responsable de ne pas apprécier la portée d'un tel événement, et son retentissement sur les luttes en cours.

D'abord le succès des listes d'union de la Gauche signifie la condamnation sans appel de la politique de chômage et de pénurie du pouvoir actuel ; et permet d'envisager raisonnablement que les échéances de 1978 verront le pays se doter d'une majorité décidée à mettre en oeuvre les solutions novatrices du Programme Commun.

Ensuite, cette évolution du rapport des forces au plan politique confère au mouvement syndical des responsabilités nouvelles : d'une part elle appelle au renforcement de l'unité d'action, et d'autre part elle offre un contexte favorable à l'amplification des luttes contre les effets de la politique qui vient d'être sanctionnée.

Ceci est particulièrement vrai au niveau du CNRS et de l'Université, au moment où le parlement s'apprête à discuter du nouveau collectif budgétaire et des moyens alloués aux laboratoires.

Car, - En matière de moyens réels de recherche, il est à peine besoin de souligner qu'au CNRS la situation est catastrophique.

- On voit d'ailleurs mal comment il pourrait en être autrement avec un budget qui a consacré une récession de plus de 10 % par rapport à 1976...

Il est à noter que cette volonté d'enfermer l'effort de recherche dans la pénurie budgétaire contraste singulièrement avec des discours affirmant que la recherche est la "priorité des priorités".

Il ne reste plus que la direction du CNRS pour croire et répéter qu'il suffira d'un "effort de conviction" auprès du gouvernement pour que les choses changent...

En fait de "priorité", la situation est devenue préoccupante, voire alarmante pour quantité de formations de recherche, et les conditions de vie et de travail des personnels s'en sont ressenties d'autant :

- en matière d'emploi, le nombre des ITA en attente de promotion ne fait que s'accroître, tandis que la commission paritaire ne se voit offrir que 129 possibilités ; sans oublier les 700 personnes sur liste d'aptitude.
- la fameuse "décentralisation" (en fait c'est une déconcentration) du CNRS, présentée comme une mesure destinée à "humaniser" et faciliter la gestion, se solde par un échec.

Faute d'effectifs et de moyens suffisants, cette "décentralisation" n'a fait qu'empirer les désordres administratifs ; en multipliant les écrans entre le personnel et les directions elle n'a pour seul résultat que d'accentuer les déséquilibres et les injustices qui existent auparavant :

- des dizaines d'agents ont touché avec retard leurs primes de fin d'année
- les agents nouvellement embauchés, les vacataires touchent leur première paie avec de plus en plus de retard
- les retards dans le paiement des échelons se prolongent,

ceci, sans que les administrateurs délégués puissent avoir un pouvoir réel de décision ou de négociation avec les représentants du personnel.

Force est donc, de constater que cette déconcentration est caractérisée par l'incurie et l'impuissance plutôt que par l'efficacité.

A vrai dire, les récents "mouvements de personnel" qui ont affecté les sphères de la direction n'ont guère marqué le début d'une "ère nouvelle" au CNRS...

Ce n'est que sous la pression permanente des luttes du personnel, qu'il a été possible d'arracher la reconnaissance des qualifications, et les aménagements substantiels du droit syndical.

Et tout indique que c'est seulement dans la capacité du personnel à s'organiser, et dans sa détermination à lutter qu'il faut placer ses espoirs.

Comment en serait-il autrement avec une direction qui s'efforce par tous les moyens de limiter la portée des acquis, refuse de combler le déficit des cantines, et se réfugie derrière les "impératifs" du plan Barre comme le fidèle exécutant des directives du pouvoir qu'elle est.

Au total, il n'est pas une formation de recherche qui n'échappe aux contraintes budgétaires et administratives accrues.

- Celles et ceux qui s'efforcent, chaque jour, de maintenir notre activité scientifique au niveau de qualité qui lui vaut sa réputation, travaillent dans des conditions de salaires et de vie de plus en plus scandaleuses, aux prix de difficultés renforcées.

C'est pourquoi la discussion du collectif budgétaire ne peut se faire sans qu'ils aient leur mot à dire, sans qu'ils agissent.

En toute occasion, avec le SNTRS, leurs voix doivent se faire entendre plus fortes que jamais - pour la revalorisation de leurs conditions de vie et de travail - pour que l'activité scientifique dispose des moyens d'assurer sa mission en liaison avec les besoins sociaux et culturels immenses du pays.

De ce point de vue, le puissant courant populaire qui vient de s'exprimer en faveur d'un changement de politique nous donne des raisons nouvelles de lutter pour que vive la recherche.

Richard VARIN
Membre du Bureau National

ACTION SOCIALE : agir !

L'action sociale c'est devenu un fait d'évidence, ne dispose pas des crédits nécessaires à la satisfaction des besoins exprimés par les personnels.

Le C.N.A.S. (CAES du CNRS) de Novembre 1976 a voté pour la 11^e fois, un budget en déficit de 10 %.

Côté restaurants, la situation est encore plus préoccupante ; les conditions de travail des personnels qui y travaillent, la qualité des repas, peuvent s'en ressentir très sensiblement, à très brève échéance.

En fait, l'action sociale, les restaurants, comme l'ensemble des acquis revendicatifs et sociaux subissent de plein fouet, les effets du plan d'austérité Giscard-Barre.

Le SNTRS-CGT et le SNCS-FEN refusent l'austérité, cette remise en cause des acquis sociaux, ils agissent pour l'obtention d'un budget social conforme aux besoins des personnels.

Nous avons proposé à la CFTD, à FO et à la CGC d'appeler unitairement les personnels à une vaste et puissante action, sur plusieurs mois, pour la défense et l'extension des acquis sociaux.

Pour nos deux syndicats, l'action immédiate du 31 Mars (CGT-SNCS-CFTD-CGC-bureau du CAES) pour des "crédits assurant un meilleur fonctionnement de nos restaurants", pour "un budget social conforme aux besoins des personnels" constitue un premier et très net avertissement à la direction du CNRS. Elle marque le ferme refus des personnels de la moindre remise en cause des acquis, elle permet et prépare les nouvelles et multiples actions que nous devons nécessairement développer.

L'action sociale (restaurant, enfance, vacances.) ne l'oublions pas, représente une part non négligeable, indirecte, de notre pouvoir d'achat et des avantages matériels obtenus par l'action revendicative.

2 Il nous faut donc agir !

L'AVANCEMENT

A REÇULONS !

Cette année encore, les résultats des commissions d'avancement suscitent de multiples et contradictoires réactions.

Pour l'infime minorité des "retenus", c'est la joie, mais aussi l'attente sur la liste d'aptitude qui commence, avant que la promotion soit effective.

Pour la masse considérable des promouvables "NON RETENUS" c'est l'amère déception, à la limite la colère de se voir rejeter alors que l'on reconnaît et utilise, au même salaire, sa qualification ou fonction supérieure.

Sans parler, de toutes celles et de tous ceux (plus de 700) qui inscrits sur la liste d'aptitude de sur titres ou diplômes attendent une promotion effective, certains, depuis plusieurs années.

Comme nous n'avons cessé de le répéter l'avancement n'est qu'une partie de solution au problème plus général de la défense du pouvoir d'achat et d'une carrière minimale pour tous.

Pour autant, notre syndicat, agit pour que cet avancement ne soit pas squelettique, sans aucune mesure avec le nombre de demandes parfaitement justifiées des responsables scientifiques et de service.

Là aussi, l'action est décisive pour que la création des "postes frais" permette une véritable promotion des personnels en place.

SUCCES DE L'ACTION DU 30 MARS

Au cours du Conseil d'Administration du CNRS, le directeur général a fait une déclaration solennelle après l'intervention de notre élu s'appuyant sur la manifestation (ouvriers et administratifs) qui se tenait au Quai A. France. Cette déclaration conforte notre position sur la situation catastrophique de la recherche.

personnels ouvriers et de service la lutte jusqu'au succès

Sept mois après la sortie du texte reconnaissant les professions manuelles au CNRS, le reclassement des personnels concernés n'est toujours pas effectué.

Qui est responsable de cette situation ? Qui a tenté de limiter la portée du texte en accumulant les obstacles dans les discussions du groupe de travail syndicats/administration ? Qui aujourd'hui renie ses engagements, en refusant d'appliquer les nominations avec effet rétroactif et en annonçant que tous les agents reclassés ne pourront être nommés en 1977 ?

Les déclarations de "bonne volonté" de la direction, qui se multiplient actuellement pour tenter d'endiguer le mécontentement profond de tous les personnels, ne sauraient la dédouaner car c'est elle qui porte la responsabilité d'une application zélée du plan Barre au CNRS.

C'est la même attitude qui conduit la direction à refuser la quasi-totalité de nos propositions concernant l'amélioration des carrières des petites catégories B, et à restreindre au maximum le reclassement des personnels de cantine.

Les personnels ouvriers et de service sauront répondre comme il se doit à cette prétention de la direction, en renforçant leur lutte unie sous la conduite du Collectif National des Personnels ouvriers et de service du SNTRS-CGT, et en soutenant son action dans les négociations avec la Direction.

Ils poursuivront leur lutte jusqu'au succès avec d'autant plus de confiance, qu'au lendemain des élections municipales s'ouvrent pour eux, comme pour tous les personnels de la recherche scientifique, les perspectives de changements réels prenant en compte leurs revendications essentielles.

La lutte des personnels ouvriers et de service est avant tout leur affaire, mais elle est aussi celle de tous les ITA du CNRS et de l'INSERM, parce qu'une victoire d'une catégorie renforce l'action de tous pour de nouveaux succès revendicatifs.

Tous les personnels assureront les personnels ouvriers et de service de leur soutien dans la lutte qu'ils poursuivent, et le soutien le plus efficace c'est aussi le développement de leur propre action.



ADMINISTRATIFS : action et soutien !

Le 22 Mars, à l'appel du SNTRS-CGT et du SGEN-CFDT, se tenait une assemblée générale des administratifs de la Région Parisienne, au Quai A. France.

Au cours de cette réunion, les administratifs venus de la Centrale, des Universités, des Administrations déléguées, de l'IN2P3 ont débattu de leurs conditions de travail qui s'aggravent, de leur prime et de leur carrière dérisoire.

Ils ont réfléchi sur de nouvelles formes d'action à retenir pour faire aboutir leurs revendications.

En effet dans chaque secteur, il est apparu que des formes différentes d'action devaient être envisagées.

Mais ensemble, nous pourrions dès maintenant lancer le questionnaire sur l'emploi, les cahiers revendicatifs.

Et avec le soutien et l'appui des autres catégories contraindre la direction à ce qu'elle reprenne les négociations.

Le collectif des Administratifs du syndicat a aussi pris l'initiative de se saisir de toutes les occasions pour rechercher et obtenir une sensibilisation et des prises des positions de l'ensemble des personnels (ingénieurs, techniciens, chercheurs..) sur nos revendications.

Ainsi, a-t-il

~ adressé une lettre à chaque membre du Conseil d'Administration du CNRS qui s'est tenu le 30 Mars

~ décidé d'envoyer une lettre à tous les membres de commission scientifique du Comité National du CNRS.

Pour nous résumer, les administratifs doivent :

~ Agir directement, sans relâche et sous les formes les plus diverses

~ Obtenir un soutien de plus en plus large des autres collègues de travail.

INGENIEURS ET CADRES :

obtenir une véritable réforme du cadre A

D'ORNANO N'AVAIT PAS TOUT PREVU !
Lire article dans la tribune de
fonctionnaires N° 282 (page 11)

Après de nombreuses interventions du syndicat national tant auprès de la direction du CNRS que des pouvoirs publics, le premier volet de la "réforme" du cadre A Fonction Publique va être enfin appliqué aux agents CNRS.

Il s'agit de ceux classés en :

1B	du 1er au 7è échelon inclus		
1D	2è groupe	du 1er au 3è échelon inclus	
1D 1è	"	du 1er au 8è	" "
1Bbis		du 1er au 9è	" "
2A		du 1er au 4è	" "
3A		du 1er au 5è	" "

Quelques exemples de rappel :
(si le versement est fait avec la paie de Mars)

- 1B 3è échelon
* de 1.570 F
- 1D 1er gr. 2è échelon
* de 1.690 F
- 3A 3è échelon
* de 1.270 F
- 2A 3è échelon
* de 1.040 F

Le secrétariat national est intervenu auprès de la direction pour exiger que l'application de cette "réforme" ainsi que le paiement du rappel soient faits au niveau central afin que les difficultés administratives, rencontrées au niveau des administrations déléguées du fait des moyens insuffisants, ne créent pas des disparités entre les personnels.

La direction s'est d'autre part engagée à ce que ces augmentations soient versées, avec le rappel correspondant, sur la paie de Mars.

Compte tenu de l'inflation galopante (12,6 % en 1976 selon l'indice de la CGT) l'application tardive, par les directions du CNRS et de l'INSERM, du premier volet de cette "réforme" en 3 étapes (1.12.74, 1.7.75, 1.7.76) conduit à une diminution de fait des effets financiers de cette "réforme".

Le 1er Août 1977 le deuxième volet (accroissement indiciaire mensuel compris entre 7 et 12 points) va être appliqué aux titulaires de la Fonction Publique et la direction du CNRS, malgré notre insistance, n'a pris aucune mesure permettant l'application immédiate dès la sortie du texte au niveau Fonction Publique.

A l'INSERM :

la section nationale INSERM du SNTRS est intervenue auprès de la direction pour obtenir l'application immédiate des mesures prises au CNRS.

S'il est normal que nous demandions l'application de ces mesures, elle n'en constitue pas moins, des augmentations comparées au déclassement des salaires des A de la Fonction Publique par rapport à leurs homologues d'autres secteurs publics et du privé.

C'est pour cela que les Ingénieurs et Cadres du CNRS, de l'INSERM et assimilés doivent agir avec le SNTRS-CGT pour exiger notamment :

- l'application immédiate des mesures prises pour les titulaires de la Fonction Publique et concernant le cadre A
- le déblocage des carrières, une véritable remise en ordre des rémunérations ainsi que la prime semestrielle à 20 % pour toutes les catégories d'ITA.

